



## **Consultation : ordonnance sur l'importation au taux préférentiel d'huile de palme de production durable en provenance d'Indonésie**

Mesdames, Messieurs,

Les Vert.e.s vaudois.es vous remercient de les avoir consulté-e-s dans le cadre de la préparation de la réponse vaudoise à la consultation du DEFR quant à l'ordonnance « sur l'importation au taux préférentiel d'huile de palme de production durable en provenance d'Indonésie ».

En préambule, les Vert.e.s tiennent à exprimer leur grand scepticisme quant à l'accord de libre-échange avec l'Indonésie qui est à la base de cette ordonnance. Les risques pour l'environnement, les droits des travailleurs et l'agriculture paysanne ici comme là-bas nous semblent en effet bien supérieurs aux avantages pour certaines branches économiques. Cet accord émane par ailleurs d'une vision passéiste des échanges commerciaux, qui met le profit économique à court terme devant le développement durable et le respect des limites planétaires.

Pour ce qui est de cette ordonnance plus particulièrement, elle nous semble construite sur un leurre, celui de l'existence d'une huile de palme « durable ». De très nombreuses ONG ont ces dernières années mis en cause les labels et systèmes de certification sur lesquels se base cette ordonnance, montrant que leurs promesses sur papier résistaient bien mal à la preuve du terrain.

Le label dit RSPO (Roundtable on Sustainable Palm Oil) cité à l'article 3 de l'ordonnance comme permettant d'obtenir des certificats de durabilité pour l'importation à tarifs préférentiels de l'huile de palme, est ainsi fortement critiqué.

Une vaste coalition d'associations, parmi lesquelles l'Union Suisse des Paysans, la Fédération Romande des Consommateurs ou encore ProNatura a dénoncé dans un document fort complet<sup>1</sup> les nombreux problèmes soulevés par le label. Parmi ceux-ci on peut relever notamment :

La destruction des forêts et des tourbières qui se poursuit avec ce label, qui n'a pas de règles assez contraignantes en la matière. Comme le résume l'ONG Greenpeace, présente sur le terrain et auteure de plusieurs rapports sur les plantations indonésiennes, « La certification RSPO ne garantit pas l'absence de déforestation. Pour Greenpeace, il est donc très clair que la certification RSPO n'est pas suffisante pour qualifier une huile de durable ».<sup>2</sup>

L'utilisation de pesticides et herbicides interdits en Suisse et en Europe, comme par exemple le paraquat.

L'exploitation de la main d'œuvre locale, et le travail des enfants.

L'absence de mécanismes efficaces et indépendants de dénonciation des manquements et de sanctions.

---

<sup>1</sup> [https://www.frc.ch/wp-content/uploads/2018/02/2018\\_02\\_23\\_RSPO\\_fiche\\_d\\_information.pdf](https://www.frc.ch/wp-content/uploads/2018/02/2018_02_23_RSPO_fiche_d_information.pdf)

<sup>2</sup> <https://www.greenpeace.fr/greenpeace-huile-de-palme/>



Ainsi, comme le dit la conclusion de cette fiche d'information datant de 2018 :

*Le label RSPO est à mille lieues de garantir une huile de palme produite de manière durable. Ses objectifs et ses critères sont en effet trop peu ambitieux, les systèmes de contrôle insuffisants et le mécanisme de sanction sans effets.*

Récemment, en décembre 2020, une coalition d'ONG indonésiennes a publié un nouveau rapport dénonçant toute une série de violations graves, et systémiques, des droits des travailleurs dans cinq plantations de palmiers à huile, pourtant certifiées RSPO : recours au travail des enfants, exposition à des produits chimiques dangereux, salaire inférieur au minimum légal, absence de congé de maternité, suppression des syndicats indépendants .

Les Vert.e.s vaudois.es sont donc d'avis qu'aucune baisse ne devrait être accordée aux tarifs douaniers régissant l'importation d'huile de palme, cette ressource ne pouvant être produite durablement en quantités industrielles. C'est donc l'entier de cette ordonnance qu'il convient de rejeter.

Cela semble particulièrement important pour un canton comme Vaud, qui voit produit sur son sol près d'un tiers de l'huile végétale cultivée en Suisse, et qui a tout sauf besoin de la concurrence déloyale d'une huile produite à l'autre bout du monde sans aucun respect pour l'environnement et les droits des travailleurs.

Nous vous remercions pour l'attention portée à cette prise de position, et vous prions de croire, Mesdames, Messieurs, en l'expression de notre considération distinguée.

Pour le Bureau des Vert·e·s vaudois·es

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'A. Mocchi', with a stylized flourish at the end.

Alberto Mocchi, Président